

Unité inter-départementale Drôme – Ardèche

Valence, le 16/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visites d'inspection des 03/12/2021 et 14/01/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EURL Benjamin TERRASSE

lieu-dit « Les Vesonières » 26 120 UPIE

Références : 20220216-RAP-DACA0138

1) Contexte

Le présent rapport rend compte des inspections réalisées les 03/12/2021 et 14/01/2022 dans l'établissement EURL Benjamin TERRASSE implanté lieu-dit « les Vesonières » 26 120 UPIE. Les inspections ont été annoncées les 29/11/2021 et 04/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EURL Benjamin TERRASSE
- Lieu-dit « Les Vesonières » 26 120 UPIE
- Code AIOT dans GUN : 0010300131
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La carrière de l'EURL Benjamin TERRASSE a été autorisée le 2 août 2005 pour une durée de 20 ans, sur une surface de 2ha 17a 31 ca et une production maximale de 8 000 tonnes par an.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Arrêté de mise en demeure du 7 décembre 2020 et notamment les points suivants :

- Mise en place des garanties financières ;
- élimination des déchets inertes du BTP en mélange ;
- mise à jour du phasage d'exploitation ;
- remise en état de la carrière.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Mise en place des garanties financières	Arrêté de mise en demeure du 07/12/2020
Élimination des déchets inertes du BTP en mélange	Arrêté de mise en demeure du 07/12/2020
mise à jour du phasage d'exploitation	Arrêté de mise en demeure du 07/12/2020
remise en état de la carrière	Arrêté de mise en demeure du 07/12/2020

2-3) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Mise en place des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 07/12/2020
Prescription contrôlée : Mise en place des garanties financières
Constats : Les garanties financières ne sont pas mises en place. Un arrêté de consignation a été pris le 12/07/2021. L'exploitant a indiqué qu'il compte remettre en état le site pour mi-mars 2022 et qu'il a pris contact avec une entreprise pour réaliser les travaux. Le 14/01/2022 un éventuel repreneur a visité le site. En cas de transfert d'autorisation d'exploitation les obligations liées à la mise en place des garanties financières reviendront au nouvel exploitant.
Type de suites proposées : Demande à l'exploitant de nous préciser l'avancement des travaux et des négociations en cas de transfert de l'autorisation de la carrière.
Délais 1 mois

Nom du point de contrôle : Élimination des matériaux et déchets inertes du BTP en mélange

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 07/12/2020
Prescription contrôlée : Avancement de l'élimination des matériaux et déchets inertes du BTP en mélange.
Constats : Une partie des matériaux et déchets du BTP en mélange ont été éliminés. L'exploitant a transmis à l'inspection des bons d'élimination de ces matériaux et déchets. Une partie est encore sur place (photos 1 et 2) et doit être éliminée. L'exploitant a indiqué que ces déchets seront éliminés pour début mars dans le cadre de la remise en état de la carrière.
Type de suites proposées : Demande à l'exploitant de nous préciser l'avancement des travaux et des négociations en cas de transfert de l'autorisation de la carrière.
Délais 1 mois

Nom du point de contrôle : Mise à jour du phasage d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 07/12/2020
Prescription contrôlée : Comparaison entre le phasage de l'arrêté et l'avancement de la remise en état de la carrière.
Constats : Les travaux de remise en état de la partie Ouest de la carrière ont été réalisés et le phasage d'exploitation correspond globalement à celui de l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Remise en état de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 07/12/2020

Prescription contrôlée :

Avancement de la remise en état des secteurs exploités de la carrière.

Constats : Les travaux de remise en état de la partie Ouest de la carrière ont été réalisés. Les merlons entourant le site composés de terre végétale n'ont pas été enlevés (en cas de reprise de l'exploitation). Voir photos 3 et 4.

Type de suites proposées : Sans suite

ANNEXE PHOTOGRAPHIQUE

Photos 1 et 2 : Stock de matériaux et déchets du BTP en mélange



Photos 3 et 4 : Avancement de la remise en état (secteur Ouest)

